



A l'issue de l'Assemblée Générale des personnels de la DDFiP 64 tenue le 14 mars 2019 à ORTHEZ, il avait été décidé, non seulement de s'inscrire dans les mouvements de grève des 19 mars et 28 mars, mais également d'aller interpeller les élus et Olivier DUSSOPT, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, le samedi 23 mars à SARE.

Quelques jours après, les organisations syndicales avaient été informées du passage de M. DUSSOPT à Pau, et notamment de sa venue dans les services de la DDFiP le vendredi 22 mars.

L'intersyndicale a alors décidé de maintenir l'action du 23 à SARE en direction des élus locaux, mais de demander à être reçue par le secrétaire d'État le 22 à la DDFiP.

Un rendez-vous a été proposé et accepté par l'intersyndicale à 14h30 avec M. GUÉRIN-LINXE, le Directeur de Cabinet de M. DUSSOPT.

Il était décidé ne pas interpeller M DUSSOPT lors de sa visite au Centre de Contact et à la TPM de Pau.

En effet, l'intersyndicale ne souhaitait pas créer un buzz médiatique uniquement pour du buzz mais considérait comme essentiel de laisser la parole aux collègues de la DDFiP afin qu'ils expriment eux-mêmes leurs mécontentements et leurs inquiétudes.

L'heure n'est pas à l'individualisme ou au paraître.

L'heure est à la prise de conscience commune et à l'engagement de tous pour défendre notre bien commun : le service public.

Un peu avant l'arrivée de Secrétaire d'État et de son équipe, l'intersyndicale a déployé une banderole unitaire (sans sigle) bien visible, en face du 29 rue MONPEZAT, à la fenêtre du local syndical du 1<sup>er</sup> étage au « petit MONPEZAT ».

La délégation, composée de Eric MANRY et Eric JUMBOU pour la CGT, Jeanne LADOUSSE pour Solidaires, Jean BERNET pour FO et Christophe DALOT pour la CFDT, s'est ensuite rendue à l'entretien avec le Directeur de Cabinet de M. DUSSOPT.

Nous ne serons pas exhaustifs dans ce compte-rendu mais voici quelques morceaux choisis.



**M Guérin-Linxé** se présente, nous signale d'emblée qu'il a vécu dans les Landes et que ce n'est pas un «Haut-fonctionnaire».

**Eric Manry pour la CGT** (position partagée par FO) lui fait remarquer que c'est la deuxième visite officielle en moins d'un an au Centre de Contact flambant neuf, qu'il aurait peut-être été opportun de visiter un SIP ou une Trésorerie en milieu rural, même si l'on peut se féliciter que le Secrétaire d'État se rende à la TPM de Pau.

Il poursuit en dressant le constat de l'abandon par la DGFIP des missions, du réseau rural et évoque l'importance des suppressions d'emplois qui attend notre département.

**M Guérin** fait son mea culpa et admet qu'il n'a pas suffisamment étudié les possibilités de visites de services qui s'offraient à lui.

Concernant les suppressions, il se veut rassurant en précisant qu'il n'y a pas de chiffre prédéterminé, sauf bien sûr ceux du Président de la République qui prévoit 50 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'Etat. Par contre, la géographie revisitée est, pour lui, une nécessité face aux migrations naturelles vers les villes. Il a par contre réfuté l'argument selon lequel la diminution des services publics en zone rurale accentue ce phénomène de migration.

Il considère que les zones rurales ne peuvent pas disposer des mêmes services publics que les zones urbaines. Selon lui: «on peut tout faire désormais avec un téléphone, c'est très facile».

**Eric Manry** précise que le tout numérique ne se décrète pas et lui fait remarquer que ce qui est facile pour un individu le sera moins pour un autre.

Il lui demande, à titre d'exemple, s'il effectue la vidange de sa voiture. M Guérin répond par la négative, idem pour le changement d'essuie-glaces avant d'avouer qu'il n'a pas d'auto... et que lui dispose d'un chauffeur. Chacun appréciera...

**Les représentants CGT et FO** évoquent à tour de rôle la Trésorerie de Bedous. La tension est palpable.

**Jean Bernet (FO)** retrace l'historique : le blocage «symbolique» du Comptable par les Elus, les gilets jaunes, ainsi que les allusions de deux individus moins recommandables ayant «menacé» le Comptable.

**M Guérin** répond, légèrement agacé : «nous sommes au courant de tout».

**Jean Bernet** demande au Directeur de Cabinet si le Comptable a été à nouveau nommé Comptable de Bedous.....devant le mutisme de M Guérin c'est finalement M Cagnat qui répond par l'affirmative.

**Eric Manry** demande pour quelles raisons la décision ministérielle a tardé.

**M Guérin** précise qu'il n'a été saisi qu'à la mi-décembre par un parlementaire, dont il se refuse à nous livrer le nom. C'est après avoir eu connaissance de la particularité du territoire qu'il a été décidé de maintenir la Trésorerie.

**Jean Bernet** lui demande d'une part si la Trésorerie de Bedous survivra à la géographie revisitée et si, d'autre part, il a conscience des dommages causés par ces différentes décisions sur les agents et les services qui ont du défaire et refaire les transferts.

**M Guérin** reconnaît que ce territoire présente un particularisme et oui, une fois de plus, affirme qu'ils sont au courant de tous les désagréments causés aux agents.

Il poursuit son propos en mettant en parallèle la réforme de la DGFIP avec l'avant-projet de loi sur la transformation de la Fonction Publique d'État.

Il évoque les pertes de mission (PAS, suppression de la TH) et indique qu'il y aura un «accompagnement social» des agents avec des passerelles vers d'autres Ministères ou vers le privé. Le gouvernement entend donner au Préfet de Région le pouvoir de «préempter» des emplois en cas de restructuration de services.

**Christophe Dalot (CFDT)** lui propose un exemple concret.

Mon poste supprimé à Pau que va me proposer la DDFIP ... un poste à Bordeaux ?

**Réponse de M Guérin :** effectivement vous aurez cette possibilité ou bien, par exemple, le Préfet préemptera un emploi à la Police à Pau.

Vous aurez le choix entre les deux propositions.

**Eric Jumbou (CGT)** s'inquiète, à juste titre, de ne plus dépendre du Ministère et donc de passer sous «la coupe» du Préfet de Région.

**M Guérin** rétorque que le Préfet de Région est le mieux à même de connaître le terrain.

**Jean Bernet** prend l'exemple des Douaniers du Nord lors de la suppression des transitaires en Douane et souligne le peu d'offres de reconversion qui, à l'époque, leur avaient été faites dans le même département. Il poursuit en précisant que les emplois seront peu nombreux, que l'on ne peut pas s'improviser du jour au lendemain infirmier.

**M Guérin** reconnaît que certains métiers ne seront pas accessibles et par conséquent que la mobilité sera nécessaire. Mais il se veut «rassurant» : cela ne se fera pas en un claquement de doigt.

A la demande « quelles sont les missions qui resteront ? »

**silence de M Guérin...**

**Jean Bernet** intervient et répond : « rien, puisque vous êtes en train de procéder à un démantèlement en règle de la DGFIP ! »

**Nouveau silence de M Guérin.**

**Jean Bernet** dénonce les promesses gouvernementales passées. La diminution des fonctionnaires devait générer en parallèle une attractivité des carrières et les gains budgétaires devaient servir à revaloriser le traitement des fonctionnaires ... en fait en guise de remerciements nous avons eu droit au gel du point d'indice depuis 2010.

Il poursuit, les agents des Finances représentant 6% des agents de la Fonction Publique d'État et subissant 54% des suppressions d'emplois, consentent des efforts sans précédent et n'entrevoient aucune reconnaissance.

**M Guérin** précise que le Ministre cite en exemple son administration à chaque fois auprès de ses collègues.

Piètre consolation !

Concernant la géographie revisitée, **M Guérin** précise d'une manière générale qu'il faut s'interroger sur le professionnalisme de notre réseau dans le service qu'il rend et précise dans ce sens que les Trésoreries à 2 ou 3 agents ne sont pas viables ....

Stupéfaction des OS.

**Eric Manry** s'interroge sur le terme employé « professionnalisme » et demande une clarification. En quoi aujourd'hui notre réseau n'est-il pas professionnel ?

**M Guérin** se propose de retirer le terme avant de préciser qu'en fait, ce n'est pas professionnel de notre part de laisser deux agents dans la difficulté (maladie, gestion des congés).

**Jean Bernet** lui fait remarquer que par le passé cette situation a existé et que personne ne s'en préoccupait. C'est la politique des suppressions d'emplois qui a conduit à cette fragilisation des Trésoreries et autres services. Il cite l'exemple de la trésorerie de Monein, maintenue par M Darmanin, où il ne reste plus que la Comptable et de poursuivre :  
« si vous estimez qu'une Trésorerie à 2 agents n'est pas viable combien d'agents souhaitez-vous affecter dans les MSAP ? »

**Réponse de M Guérin** : je ne sais pas.

**M Guérin** affiche ses certitudes et une attitude décomplexée, faisant référence de manière constante au discours du Président de la République.

Il considère que les directeurs locaux auront toute liberté pour organiser cette refonte du réseau en concertation avec les élus, les organisations syndicales et les agents de la DGFIP.

**Eric Manry** lui fait remarquer que cette liberté n'est que de façade puisque la contrainte des suppressions d'emplois demeure pour les décideurs locaux.

Pour cette raison, **les représentants CGT et FO** demandent à M Guérin d'appuyer sur la touche « pause » des suppressions d'emplois et d'entamer un véritable dialogue social sur l'avenir de la DGFIP.

Au terme de cet entretien d'une heure trente, dont la teneur diffère singulièrement de la prudence de Mme Coutard fin août 2018 qui se retranchait derrière la décision du Ministre, nous ne pouvons que nous inquiéter pour l'avenir proche de la DGFIP et ses agents.



Le lendemain, samedi 23 mars, l'Intersyndicale avait décidé de se mobiliser pour sensibiliser les élus à la « géographie revisitée » (comprenez la disparition des Services Financiers des zones rurales, voire des villes à faible densité de population ou considérée en tant que telles par le Gouvernement).

L'Association des Maires du 64 tenait à cette occasion son Congrès à Sare.

Nous remercions les collègues (entre 40 et 50) qui sont venus un samedi matin à 8h00, ainsi que les représentants **des Unions Départementales CGT et FO** venus témoigner de leur solidarité.

Malgré la présence en grand nombre des forces de l'ordre, la banderole « Pour la défense de nos services publics » a été installée à l'une des deux entrées du bâtiment qui allait abriter la réunion, ainsi qu'une table et une pétition à destination des élus présents.

Les élus, Maires, Députés, Présidents des EPCI, avaient déjà été sensibilisés en amont sur les risques de disparition des Trésoreries et missions fiscales de proximité par les courriers adressés tant par FO que la CGT.

**C'est ce travail de fond, très important et non médiatisé, qui crée un fondement solide à nos actions et nos revendications.**

**L'appui des élus et des contribuables est aussi important que l'engagement de tous les agents dans la défense de nos structures et de nos missions.**

Au final entre 60 et 70 Maires étaient présents (sur les 540), la grande majorité était informée et concernée - et pour cause !

Les 4/5ème ont ainsi signé la pétition, mais également la Sénatrice Frédérique ESPAGNAC et le sénateur Jean-Jacques LASSERRE.

L'intersyndicale représentée par Eric MANRY (CGT), Catherine AUBERT (Solidaires) et Jean BERNET (FO) a demandé à être reçue par M. DUSSOPT et un représentant de l'Association des Maires.

M DUSSOPT a décliné l'invitation au motif que les OS avaient été reçues la veille par son Directeur de Cabinet.

Le Maire de Saint-Castin et Président de la Communauté des Communes du Nord-Est-Béarn, M. FINZI, également vice-Président de l'Association des Maires du 64, est venu à notre rencontre.

En tant que retraité de Pôle Emploi il n'a pas eu de difficultés à appréhender toute la problématique liée aux fusions-restructurations et à nous faire part de sa volonté de maintenir en zone rurale des services publics.

Enfin, les journalistes de FR3 ont sollicité l'interview d'un représentant seulement de l'Intersyndicale. La CGT étant la première OS du département, nous avons désigné fort logiquement Eric MANRY comme porte-parole qui a su parfaitement résumer les réformes en cours et les conséquences pour les usagers et les collègues (à voir ou revoir sur FR3 Aquitaine lundi 25-03-2019).

A noter la présence de Mme GUICHANDUT lors de ce Congrès qui semble de retour dans les services. Nous attendons ses prochaines annonces !